

GAMBIE : L'ONU EN FAVEUR DE POURSUITES CONTRE LES AUTEURS DES CRIMES DE L'ÈRE JAMMEH

08.10.2021

Le Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées soutient les poursuites judiciaires des crimes commis sous la présidence de Yahya Jammeh et demande une nouvelle enquête internationale sur le massacre de plus de 50 migrants ouest-africains en 2005. Les recommandations de l'ONU demandant que tous les cas de disparitions forcées fassent l'objet d'une enquête en bonne et due forme et de poursuites judiciaires immédiates sont un signe positif, ont déclaré 17 organisations qui font campagne pour la justice en Gambie.

La décision de l'organe onusien est un signe d'espoir pour toutes les personnes qui sont sans nouvelles de proches disparus sous Jammeh en Gambie.

« *Le processus doit aller au-delà de la recherche de vérité et les auteurs doivent être traduits en justice* », indique le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (GTDFI) dans un [récent rapport de suivi](#). Présenté lors de la session du Conseil des droits de l'Homme qui vient de s'achever, ce rapport marque le soutien de la communauté internationale en faveur de la justice en Gambie. Il souligne en outre l'importance du travail de la Commission Vérité, Réconciliation et Réparations (TRRC), ainsi que la nécessité de poursuivre les auteurs présumés des crimes commis sous Yahya Jammeh.

La rapport du WGEID fait suite à une [déclaration](#) du procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, que "justice doit être rendue" pour les crimes de l'ère Jammeh.

« *De la [Cour pénale internationale](#) aux Nations unies, le monde parle d'une seule voix : justice doit être rendue – et elle le sera– pour les crimes commis sous le gouvernement de Yahya Jammeh* », a déclaré **Fatoumatta Sandeng**, porte-parole de la campagne [#Jammeh2Justice](#), et fille du leader de l'opposition Solo Sandeng, [mort en détention en 2016](#). « *Les amnisties et l'impunité ne sont tout simplement pas des options.* »

Ces recommandations sont rendues publiques à un moment crucial, alors que la remise du rapport final de la TRRC a plusieurs fois été retardée, et que le contexte politique fait craindre que les appels à la justice de la Commission soient passés sous silence.

Dans son rapport, l'organe onusien salue le travail accompli par la TRRC au cours de ses deux années d'audiences publiques. Il souligne combien il est important pour la Gambie de poursuivre ses efforts pour garantir l'accès à la justice et aux réparations des victimes de l'ère Jammeh. Le rapport du GTDFI formule aussi des recommandations concrètes pour le futur. Il exige que des enquêtes pénales sur les graves violations des droits humains – et notamment les disparitions forcées révélées au cours des audiences de la TRRC – soient diligentées, et que des tribunaux hybrides spécialisés soient mis en place pour poursuivre les auteurs présumés.

Le GTDFI se penche spécifiquement sur le massacre de plus de 50 migrants ouest-africains en 2005. « Compte tenu de la confirmation de l'implication de l'État gambien dans les meurtres et disparitions forcées de migrants ouest-africains en juillet 2005 » lors des audiences de la TRRC, le WGEID soutient l'appel « à la mise en place d'une équipe internationale d'enquête sur la question »

« Nous saluons l'appel de l'ONU à la création d'une équipe d'enquêteurs internationaux », a déclaré [Emeline Escafit](#), conseillère juridique pour TRIAL International. [Une coalition de 11 organisations de défense des droits humains avait déjà demandé une nouvelle enquête en juillet 2020.](#)

L'ONU envoie ainsi un signal fort qui rappelle que la communauté internationale se soucie du sort de la justice en Gambie. Elle réitère son intention de faire en sorte que le travail effectué par la TRRC ne tombe pas dans l'oubli, et qu'il serve de base pour que les victimes des abus passés puissent avoir accès à la justice et aux réparations.

[LIRE LE RAPPORT COMPLET DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES DISPARITIONS FORCÉES OU INVOLONTAIRES](#)

Les 17 organisations à l'origine de cet appel sont : Africa Center for International Law and Accountability (ACILA), African Network Against Extrajudicial Killings and Enforced Disappearances (ANEKED), Amnesty International – Ghana, Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), Gambia Center for Victims of Human Rights Violations, Ghana Center for Democratic Development (CDD-GHANA), Human Rights Advocacy Center, Human Rights Watch, International Commission of Jurists, Institute for Human Rights and Development in Africa (IHRDA), Media Foundation for West Africa (MFWA), POS Foundation, Right 2 Know – Gambia, Solo Sandeng Foundation, The Toufah Foundation, TRIAL International, Women's Association for Victims' Empowerment (WAVE).

Contact:

Reed Brody, t: +1-917-388-6745 / +34 640-531-901, e: reedbrody@gmail.com,
Twitter: @reedbrody